



Galerie Agora,
Rue du Marché aux Herbes 105, Bte 11
B-1000 Brussels
Telephone +32 2 285 46 60
Fax +32 2 280 08 17
Email: etf@etf-europe.org
www.etf-europe.org

European Transport Workers' Federation
Fédération Européenne des Travailleurs des Transports
Europäische Transportarbeiter-Föderation
Federación Europea de los Trabajadores del Transporte

DÉCLARATION DU COMITÉ DES TRANSPORTS PUBLICS URBAINS DE L'ETF

Adoptée par le Comité des transports publics urbains de l'ETF le 10 mai 2012.

LES SERVICES (DE TRANSPORTS) PUBLICS À LA LUMIÈRE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE NON AUX MESURES D'AUSTÉRITÉ ET À L'AMENUISEMENT DES SERVICES DE TRANSPORTS PUBLICS !

Les mesures d'austérité actuelles, avec leur lot de coupes dans les services publics, de réductions ou de gels des salaires dans le secteur public et d'innombrables licenciements, constituent une attaque en règle contre les travailleurs, les syndicats et les services publics et sont des mesures à court terme et inefficaces. Plutôt que de stimuler la relance et la croissance, elles alimenteront la débâcle économique et la récession.

Il en va de la justice sociale — mais pas seulement. Ces mesures ne tiennent pas compte du rôle que jouent les services publics pour les gens et pour l'économie réelle : L'éducation, la santé et l'accueil de la petite enfance sont tout profit pour les entreprises dans des villes ou dans des régions en manque d'une main-d'œuvre instruite et en bonne santé. Des services publics comme les transports ou l'énergie sont fondamentaux pour tous et pour l'économie locale. Procéder à des coupes dans ces services est donc contre-productif.

Les politiques d'austérité font partie d'une stratégie plus large visant à détruire le Modèle social européen, à affaiblir les syndicats et les négociations et conventions collectives et à imposer des théories économiques néolibérales. Et elles sont contraires aux objectifs communautaires.

- **Emploi des femmes** : L'objectif est d'accroître le taux d'emploi à 75 % d'ici 2020, en apportant une attention toute particulière à l'emploi des femmes (et des jeunes). Le Livre vert de la Commission sur la restructuration (COM(2012)007) indique que le groupe le plus affecté par les mesures d'austérité sont les femmes, et ce à un double titre : en tant que salariées et en tant qu'usagères des services publics. En tant qu'usagères des services d'accueil de la petite enfance, par exemple, elles éprouveront davantage de difficultés à s'intégrer dans le marché du travail lorsque ces services feront l'objet de coupes budgétaires. Et en tant que principales usagères des transports publics, elles auront davantage de difficultés à se rendre à leur travail lorsque les services de transports publics feront aussi l'objet de coupes budgétaires.
- **Changements climatiques** : En plus de la crise économique et financière, nous sommes confrontés à une crise climatique. Le Livre blanc de la Commission consacré à la politique des transports vise l'objectif d'une réduction de 60 % des gaz à effet de serre émis par le secteur des transports à l'horizon 2050 (à partir des chiffres de 1990) ou de 20 % de ces gaz d'ici 2030 (à partir des chiffres de 2008). À peu près 40 % des émissions issues du secteur des transports proviennent de l'usage des voitures privées (en milieu urbain et interurbain), et un quart des gaz à effet de serre émis par le secteur le sont en zone urbaine.



President Lars Lindgren

Vice Presidents Alexander Kirchner
Brigitta Paas

General Secretary Eduardo Chagas



Les transports publics constituent la solution pour arriver à freiner les changements climatiques. Pour atteindre un tel objectif, les réseaux de transports publics doivent être aisément accessibles, bon marché, de bonne qualité et ils doivent offrir une haute fréquence de services. L'investissement dans les transports publics permettrait d'atteindre plusieurs objectifs:

1. Il contribue à la réduction des gaz à effet de serre ;
2. Il améliore la santé en limitant les embouteillages et la pollution sonore et atmosphérique dans les villes et permet d'épargner de l'argent en réduisant d'autres dépenses (en l'occurrence, en soins de santé) ;
3. Il possède un énorme potentiel de création d'emplois et contribue donc à accroître les recettes des finances publiques et à renflouer les caisses de la sécurité sociale.
4. Il reste accessible, y compris en temps de crise : de fait, de plus en plus de personnes abandonnent la voiture pour emprunter les transports publics en raison de problèmes financiers. Il serait encore plus difficile pour ces personnes de s'intégrer dans le marché du travail s'ils ne disposaient pas de transports publics en suffisance, une situation que l'on retrouve déjà en Europe centrale et en Europe de l'Est et qui s'avère très problématique.

Et pour terminer, chaque euro investi dans les transports publics génère 4 euros qui alimentent l'économie générale.

- ***Le Comité des transports publics urbains de l'ETF exige l'arrêt des politiques d'austérité et d'amenuisement des services de transports publics ;***
- ***Le Comité des transports publics urbains de l'ETF réaffirme fermement que les services de transports publics, à l'instar de tous les services publics, ne sont pas un secteur coûteux où il faut réaliser des économies — en particulier en ces temps de crise économique et financière. Ils contribuent au contraire à atteindre des objectifs stratégiques importants pour toute la société.***
- ***Le Comité des transports publics urbains de l'ETF appelle donc les politiques à prendre des mesures qui permettront d'augmenter les recettes des autorités publiques afin d'assurer l'intérêt général. Les syndicats ont émis de nombreuses suggestions pour l'établissement d'une fiscalité juste et verte — en finançant les transports publics, par exemple. Impôts sur les émissions de gaz à effet de serre, péages urbains, cotisations de la part des entreprises dont les employés empruntent les transports publics, des centres commerciaux, des promoteurs immobiliers et des propriétaires — voilà des exemples d'autres moyens de financement qui sont bien plus tournés vers l'avenir que les mesures à court terme de réduction des coûts ou d'économie budgétaire.***
- ***Le Comité des transports publics urbains de l'ETF appelle les gouvernements à combattre l'évasion et la fraude fiscales et à soumettre les riches et les puissants à l'impôt ;***
- ***Le Comité des transports publics urbains de l'ETF demande que l'on introduise rapidement un impôt sur les transactions financières et que l'on fasse payer les coûts de la crise par les riches et les entreprises, en particulier par les secteurs bancaire et financier. Les travailleurs ne sont pas responsables de la crise et ne doivent pas payer pour elle.***

Nous, travailleurs du secteur des transports publics, marchons aux côtés des tous ceux qui combattent les mesures d'austérité. Nous luttons pour la survie des services publics et pour le maintien de tarifs équitables. Nous soutenons le combat de ceux qui veulent maintenir la propriété publique et appuyons nos membres dans leur lutte pour la renationalisation des services de transports publics.



President Lars Lindgren

Vice Presidents Alexander Kirchner
Brigitta Paas

General Secretary Eduardo Chagas

